

Paris, le 28 mai 2024

Communiqué de Presse

Grève des hospitalo-universitaires du 27 et 28 mai 2024 :

Silence radio face à la mobilisation inédite !

La mobilisation des hospitalo-universitaires est très forte pour refuser fermement la réforme de la retraite au rabais, imposée par le gouvernement et insérée de façon cavalière dans la loi Valletoux du 27 décembre 2023. C'est une mobilisation collective historique qui proteste contre l'affiliation, pour la partie hospitalière de leur activité, au régime de retraite complémentaire des non-titulaires (IRCANTEC) au 1er septembre 2024. La mobilisation a permis d'exprimer la très grande inquiétude sur la perte d'attractivité du modèle hospitalo-universitaire et le désarroi qu'elle entraîne pour l'ensemble des collègues, soucieux de mener à bien leur mission de soins, d'enseignement et de recherche.

Compte tenu de la forte mobilisation, des réquisitions, improvisées en urgence par les Présidents d'Université à la demande du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ont été adressées dans l'effolement au cours des 72 dernières heures aux examinateurs hospitalo-universitaires des ECOS nationaux, qui se tiennent les 28 et 29 mai prochain, alors que, rappelons-le, le préavis de grève du SHU datait du 7 mars 2024. Une anticipation par le centre national de gestion et les doyens, organisateurs de ces examens nationaux, aurait pu être envisagée bien avant. À la dernière minute, des mails désordonnés ont été adressés aux Présidents d'Université, montrant le peu de considération tant pour les autorités universitaires, ravalées au rang de simples agents d'exécution, que pour les examinateurs hospitalo-universitaires en bafouant leur droit individuel de grève. Ces réquisitions sont invalides en droit sur le fond et la forme ce que nous ferons valoir sans délai.

Les hospitalo-universitaires assurent la formation des professionnels de santé. Leur revenu va baisser dès septembre prochain en raison de la mise en place d'un système de retraite inadapté dont le décret sera effectif avant le 21 juin 2024, selon nos sources.

Face à ce succès de l'action syndicale du SHU, mais sans perspectives de négociation à ce jour, alors que l'attractivité des carrières hospitalo-universitaires est en chute libre, le gouvernement n'a pas daigné s'engager dans une négociation sincère depuis des mois et a délibérément préféré laisser pourrir la situation pour passer en force endossant au passage le risque de voir les ECOS annulés.

En pratique la grève se poursuit demain, et le SHU demande à tous ceux qui ne se sont pas déjà déclaré grévistes de le faire pour demain, le 28 mai. Pour les examinateurs réquisitionnés, nous leur conseillons de se rendre aux examens en attendant les recours en référé.

Il est indispensable pour le gouvernement de retrouver la voie du dialogue et de la raison. L'avenir de la santé, de la formation en santé et de la recherche médicale est en jeu et d'autres mobilisations seront possibles pour défendre notre statut.